



European Economic and Social Committee

Compte rendu du débat avec Henri Malosse, président du Comité Economique et Social Européen, Jeudi 15 Mai 2014.

A la veille des élections européennes de mai 2014 le président Malosse a honoré l'AFFCE de sa présence afin de nous exposer sa vision de l'Europe tout en évoquant quelques sujets préoccupants quant à certaines orientations menées par l'Union Européenne.

Le Président introduit ainsi son exposé en nous faisant part de son inquiétude majeure face à l'éventualité que seuls 35 % des Français se déplaceraient pour voter le dimanche 25 Mai, jour des élections européennes. Il constate à ce sujet que les médias nationaux en France focalisent leur attention et leurs éditoriaux sur la montée des populismes orchestrant le débat autour de la question résumée en un « pour ou contre Marine Le Pen ». Le président s'interroge sur la place réelle occupée par l'Europe dans le monde et, plus précisément, des Européens eux-mêmes en tant que « citoyens » appartenant à un Etat nation dans une Europe unie. Il pose donc la question de la pertinence, dans de telles conditions, de la politisation de l'Union européenne revendiquée par des personnalités soutenues par les partis politiques. "Cette stratégie politique, en définitive, représente-t-elle véritablement une chance de succès ?" s'interroge-t-il.

Selon le Président Malosse, le problème de fond repose essentiellement sur une implication authentique et sincère des citoyens européens.

Car l'Europe telle qu'elle existe aujourd'hui s'articule autour d'une construction économique et politique. Mais, pour autant, qu'en est-il des « Européens » ?

Le grand enjeu pour l'Union européenne est donc de retrouver le chemin vers le « cœur » des citoyens. Force est de constater le désamour croissant de leur part. L'Europe est de moins en moins populaire et de plus en plus critiquée et stigmatisée par les populations.

Le président Malosse déclare : « On a construit l'Europe mais nous avons oublié de construire les Européens ! ». Ce cri d'alarme n'exprime-t-il pas, ici, la mise en question impérative de la création d'une identité européenne formelle ?

Pour lui, le débat Europe de Gauche/Europe de droite est, pour le moins, très factice : la préoccupation majeure des Français n'est pas dans ce registre. La question de la perte de souveraineté fait partie elle de leurs inquiétudes majeures. D'ailleurs, il constate que l'on peut être partisan de l'UE sans forcément cautionner les politiques qui y sont menées.

Ce constat est particulièrement manifeste dans les pays du Sud où l'appauvrissement des citoyens sévit si notablement. Le modèle économique est globalement de moins en moins égalitaire. Dans ces conditions, l'Europe n'a-t-elle pas besoin de cerner à nouveau ses

priorités en se concentrant davantage sur les questions de fond que se posent les citoyens? Selon le Président Malosse, il s'agit d'une fondamentale remise en question qui doit passer notamment par la capacité de l'Union européenne à créer une identité européenne incontestable.

« Au sein du Comité Economique et Social européen, explique-t-il, nos travaux s'orientent vers une volonté de faire converger les modèles entre les différents pays de l'UE, comme les études que nous menons sur la réindustrialisation de l'Europe ». Sur ce sujet précis, il invite ainsi la Commission à s'inspirer des travaux engagés par le Comité pour réorienter et redéfinir les priorités européennes.

Où va l'Europe, quelles sont ses priorités ?

Le Président Malosse insiste également sur le fait que, sans convergences tant sociales que fiscales, l'Europe n'arrivera pas à surmonter la crise de légitimité qu'elle traverse actuellement.

En cette période anniversaire des dix ans de l'élargissement, le Président du CESE constate que "certes, nous avons intégré les administrations et organisé certains acquis communautaires au niveau des territoires européens mais nous sommes loin d'avoir fondamentalement intégré les « peuples » de ces pays impliqués dans l'élargissement". Selon lui, il est urgent et capital d'engager une politisation du système politique européen qui permette de renforcer la possibilité pour les citoyens de peser sur les orientations politiques de l'Union européenne.

A propos de l'Ukraine le Président Malosse relève un malentendu du fait que la perspective européenne doit « unir » et non pas « diviser ». Or, la politique européenne menée jusqu'à ce jour n'est pas, de ce point de vue, une réussite.

Il regrette notamment la façon dont les dirigeants européens perçoivent le dossier ukrainien en souhaitant que l'on évite les bricolages "Les dirigeants européens doivent, avant tout, se trouver en cohérence avec une vision européenne commune" défend-t-il.

Evolution et positionnement du CESE :

Le CESE est une Institution qui joue un rôle politique particulier sur l'échiquier européen. Ainsi le Président Malosse tient à évoquer la spécificité du Comité qu'il préside et qui réside essentiellement dans le fait que les Membres de cette assemblée ne sont ni fonctionnaires ni politiques. Leur légitimité réside dans la valeur ajoutée des différents avis votés au sein du CESE.

Selon lui, la Commission européenne n'utilise pas suffisamment le procédé « d'avis exploratoire » alors que le CESE a un rôle fondamental à jouer dans le fonctionnement d'une Europe efficace.

